



## SOCIAL

# des entrepreneurs se mobilisent pour susciter l'optimisme

Une manifestation, « Osons la France » a réuni petites et grandes entreprises au Grand Palais, à Paris, pour stimuler les énergies en illustrant la capacité d'innovation du pays. Sujets et démarches très hétéroclites.

DANS une France régulièrement présentée comme l'une des championnes du monde du pessimisme, les manifestations qui en appellent à la vitalité et à la fierté nationale se succèdent... Après le salon « Made in France » qui, en novembre, invitait à acheter des cadeaux de Noël hexagonaux<sup>(1)</sup>, à Paris, voici le tour de « Osons la France », qui s'est également tenu dans la capitale, du 4 au 7 décembre. Sous la verrière majestueuse du Grand Palais, on pouvait faire quelque emplette pour un Noël original, avec un porte-clés siffleur qui va vous rappeler l'endroit où vous l'avez abandonné, pour les distraits. Ou encore, avec un « kit à champignons prêts à pousser » chez soi (en dix jours). Mais, le propos de la mani-

festation se veut beaucoup plus large. L'organisatrice, c'est Aude de Thuin, présidente d'Osons la France, entrepreneure et serial organisatrice de salons et manifestations. Elle a également fondé le « Women's Forum for the Economy and Society », espace de débats qui donne la parole aux femmes sur ces enjeux, en 2005.

Après la cause des femmes, son propos consiste cette fois-ci à illustrer la capacité d'innovation et la vitalité de l'économie française, afin de stimuler les énergies pour sortir du « French bashing » et du pessimisme. Et c'est ainsi que quelque 200 « bâtisseurs » hétéroclites se sont réunis, entre jeunes pousses, grandes entreprises, mais aussi des organisations comme le Medef. Parmi les jeunes entreprises innovantes, on trouvait tout type

de propositions, de la machine à tatouer à une communauté virtuelle qui se réunit sur le thème de la gastronomie : Youmiam a développé une application, déjà adoptée par 50 000 utilisateurs, qui permet à chacun de mettre en ligne ses recettes de cuisine, sous une forme très simple et attrayante. « Nous sommes ici parce que nous avons envie de nous faire connaître et parce que cet événement est tout à fait en phase avec notre dynamique, qui est celle d'innover. Cela dégage de l'optimisme. De plus, nous sommes dans le domaine de la gastronomie, donc, pour nous, il est important de marquer le côté 'made in France' de notre entreprise », témoigne Théophile de la Bastie, l'un des fondateurs de la start-up qui vise une deuxième levée de fonds, pour passer à l'attaque des marchés internationaux.

A quelques pas de Youmiam, Ciel mon radis, une autre jeune entreprise, a mis sur pied un dispositif composé d'une table en bois (rigoureusement français), dans le creux de laquelle poussent diverses sortes de radis : une initiative qui vise à créer de la convivialité en entreprise, surtout en fin de processus, lorsqu'un cuisinier vient aider les salariés à préparer une sauce avec les herbes qui ont poussé...

*Radis, imprimerie 3D et applis pour trouver un emploi*

Ici et là, des stands arboraient l'appellation « le Noël de la French tech », lancée par un collectif d'une trentaine de start-ups... Mais, les innovations et les trouvailles ne concernent pas seulement les usages du quotidien. Sculteo, autre jeune entreprise, pionnière du service d'impression en ligne à partir de fichiers 3D, innove dans les modes de production industriels : avec son dispositif, la fabrication d'un objet ne se fait plus avec des moules, mais par

ajouts successifs de matière. A côté de ces petites sociétés, plusieurs grandes entreprises, à l'image d'Orange, de l'Oréal ou de Malakoff Mederic, sont également venues présenter leurs démarches dans l'innovation. Chez Adecco, le visiteur pouvait tester les applications « Job2reve » pour aider à trouver « le job idéal », et l'application « Profiler », pour comprendre dans quel type d'entreprise on sera le plus à l'aise...

Anne d'AUBREE

1 - Voir notre article précédent « Invites surprises au salon Made in France »

## carnet

**Bruno de Lamerie**, mandataire du Medef Gironde, DRH de Colas Sud Ouest a été élu à la prési-



dence du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde pour une durée de trois ans. Il succède à Yves Petitjean.

**Bernadette Lefebvre** est élue vice-présidente du conseil de la CPAM de la Gironde.

**Jean-Maurice Férauge** vient d'être nommé directeur de Lectra Japon. Le numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour les industries utilisatrices de matériaux souples qui compte de nombreux clients au Japon marque ses trente ans de présence dans l'archipel en se basant à Osaka.

**Frédéric Le Clair**, 48 ans prend la direction du réseau Sud-Ouest de LCL. Succédant à Pierre-Yves Martin, il se



trouve à la tête de 4 directions régionales (Gironde, Sud-Aquitaine, Poitou-Charentes, Limousin Dordogne) regroupant 153 agences et représentant plus de 1 100 collaborateurs.

## BILLET D'HUMEUR

## du tiers comme du quart

JEAN nous tient un curieux discours à propos du tiers et du quart, nous expliquant tout à trac que jusqu'à récemment il mettait dans le même sac le tiers et le quart, sans attacher d'importance à ce qui pouvait les différencier, faisant sienne la vieille formule qui prétend « s'en fichir du tiers comme du quart ». Une rencontre avec un économiste l'aurait fait changer d'avis. Cette réflexion nous paraissant arriver comme un cheveu sur la soupe, nous le sommes de s'expliquer, ce qu'il fait de bonne grâce :

« Mes chers amis,

Je comprends que vous soyez surpris comme je l'ai été, quand cet économiste m'a démontré en quelques chiffres que l'écart entre un tiers et un quart est exactement ce qui différencie les pays bien gérés de l'OCDE d'une Papyravie gouvernée en dépit du bon sens. Nous prétendons à tort être en crise ; or une crise a pour vocation d'être temporaire alors que les maux dont nous souffrons sont structurels. Nos dépenses publiques atteignent 57 % du

P.I.B. contre 48 % en moyenne dans la zone Euro soit +9 %. Ce poids supplémentaire pénalise lourdement les citoyens et les entreprises, diminuant le pouvoir d'achat des uns et la compétitivité des autres, d'où le chômage et l'endettement. Or l'essentiel de ces 9 % d'écart provient de nos dépenses sociales qui s'élèvent à 32 % du P.I.B., soit grosso modo le tiers, alors que, dans les autres pays elles plafonnent à 25 %, donc au quart des richesses produites. La protection sociale est une nécessité dans un pays moderne et démocratique ; nul ne le conteste. Mais vouloir l'étendre au delà des facultés distributives du pays est une folie qui va d'ailleurs à l'encontre du but recherché, car elle tue la poule aux oeufs d'or. Nos Beaux-Esprits auront beau se gargariser et se vanter de leurs avancées sociales, on ne passe pas impunément du quart au tiers. Nous en payons le prix ; c'est ce que m'a démontré mon économiste. »

Le Papyravien